

LA
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

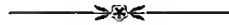
REVUE MENSUELLE

DU

BUREAU INTERNATIONAL

POUR LA

PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE



60^e Volume — Année 1944



BERNE
BUREAU INTERNATIONAL
POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE
1944

TABLES DES MATIÈRES

DE LA

SOIXANTIÈME ANNÉE

1944

TABLE DES ARTICLES

Bibliographie:

	Pages
Ouvrages nouveaux	26, 40, 56, 72, 111, 112
Publications périodiques	128

Congrès et assemblées:

Revue pour 1943	11
---------------------------	----

Réunions nationales

<i>Belgique.</i> Association nationale belge pour la protection de la propriété industrielle (Assemblées générales des 26 février 1938, 25 février 1939, 28 février et 11 avril 1942, 27 février et 5 juin 1943, 26 février et 8 juin 1944)	157
---	-----

Correspondance:

Lettre d'Argentine (M. Wassermann)	103
Lettre de Belgique (Th. Braun)	175
Lettre de France (Fernand-Jacq)	89
Lettre des Pays-Bas (J. W. van der Zanden)	26
Lettre de Roumanie (C. Akerman)	67

Documents officiels:

UNION INTERNATIONALE:

État au 1 ^{er} janvier 1944	1, 2
--	------

LÉGISLATION INTÉRIEURE:

Revue pour 1943	11, 12
---------------------------	--------

— MESURES PRISES EN RAISON DE L'ÉTAT DE GUERRE ACTUEL:

<i>Allemagne</i>	2, 17, 18, 41, 177
<i>Brésil</i>	132
<i>Canada</i>	161
<i>Danemark</i>	129
<i>Dominicaine (Rép.)</i>	162

Documents officiels (suite).

	Pages
<i>Hongrie</i>	149, 177
<i>Maroc (Zone française)</i>	19, 93, 94
<i>Norvège</i>	29, 30, 31
<i>Nouvelle-Zélande</i>	162
<i>Slovaquie</i>	31
<i>Suède</i>	130

— LÉGISLATION ORDINAIRE:

A. Pays de l'Union

<i>Allemagne</i>	32
<i>Australie</i>	3, 4, 19, 33, 41, 57
<i>Belgique</i>	60, 61, 62, 64, 73, 113, 131
<i>Protectorat de Bohême et de Moravie</i>	63, 75, 115
<i>Brésil</i>	132
<i>Espagne</i>	35, 44, 75, 76, 163
<i>France</i>	4, 24, 35, 44, 94, 115
<i>Finlande</i>	178
<i>Grande-Bretagne</i>	76, 95
<i>Hongrie</i>	149, 154
<i>Mexique</i>	116, 133, 150, 163, 180, 183
<i>Norvège</i>	100, 117
<i>Pays-Bas</i>	44
<i>Roumanie</i>	153, 154
<i>Slovaquie</i>	11
<i>Suisse</i>	169

B. Pays non unionistes

<i>Égypte</i>	4
<i>Panama</i>	118, 139

CONVENTIONS PARTICULIÈRES:

Revue pour 1943	11
---------------------------	----

Études générales:

Pages

L'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle en 1943.	11
Les projets de lois hongrois sur les brevets et les modèles d'utilité (<i>E. Bányász</i>)	25
De l'état actuel de la question des inventions d'employés	36, 48
Du produit industriel nouveau (<i>A. Casalonga</i>)	64
Brevetabilité et produits pharmaceutiques (<i>R. Dunan</i>)	83
Comp. d'œil sur les dispositions relatives à la sauvegarde des droits de propriété industrielle en cas de remaniements territoriaux	100, 122, 139
La protection de la marque étrangère en Suisse (à propos d'un livre récent)	154
La loi fédérale suisse sur la concurrence déloyale	171
Les mesures exceptionnelles prises par divers pays, en matière de propriété industrielle, en raison de l'état de guerre actuel	184

Jurisprudence:

Revue pour 1943	13
<i>Allemagne</i>	125
<i>Argentine</i>	103
<i>France</i>	28, 64, 72, 89, 91
<i>Pays-Bas</i>	176
<i>Portugal</i>	92
<i>Roumanie</i>	67
<i>Suisse</i>	15, 39, 56, 128, 146, 158, 189

Nécrologie:

Pages

Ferruccio Foà	147
Walther Kraft	160

Nouvelles diverses:

<i>Japon</i> . Mutation dans l'organisation administrative des affaires de propriété industrielle	111
<i>Pays-Bas</i> . A propos de l'ordonnance relative aux droits des créateurs de semences	72
<i>Suisse</i> . Le centenaire de la naissance de Numa Droz	28

Statistique:

Revue pour 1942	13
Statistique générale de la propriété industrielle pour 1942, suppléments: Gouvernement général de Pologne	16
Brésil	40
Mexique	92
Statistique générale de la propriété industrielle pour 1943	190 à 192
<i>Allemagne</i> . Statistique de la propriété industrielle pour les années 1942 et 1943	148
<i>Suisse</i> . Statistique de la propriété industrielle pour les années 1940 à 1943	110 à 112

Union internationale (v. ci-dessus, sous « Documents officiels » et ci-après, sous « Liste des documents officiels », en tête).

TABLE ANALYTIQUE

A

ACTES DE L'UNION. — V. Arrangement de La Haye; Arrangement de Madrid (fausses indications de provenance); Arrangement de Madrid (marques); Convention d'Union; Union internationale.

ADMINISTRATIONS DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — *Belgique*. Arrêtés portant règlement organique de l'—, p. 62. — *Danemark*. Cinquantenaire, commémoration, p. 111. — *Japon*. Mutation dans l'organisation, p. 111.

AGENTS DE BREVETS. — *Allemagne*. Législation sur les —, introduction en Alsace, ordonnance, p. 32. — *Espagne*. Ordonnances complémentaires, p. 44, 75, 163. — *Hongrie*. Israélites, exclusion de la profession, mesures diverses, p. 154.

AKERMAN, CASIMIR. — Lettre de Roumanie, p. 67.

ALIMENTS. — V. Appellations d'origine; Produits divers; Vins.

ALLEMAGNE. — Agents de brevets, législation, introduction en Alsace, ordonnance, p. 32. — **Jurisprudence.** V. **Table systématique.** — Propriété industrielle, statistique pour 1942 et 1943, p. 148. — V. Guerre.

ANNUITÉS. — V. Taxes.

APPELLATIONS D'ORIGINE. — **Jurisprudence.**

V. **Table systématique.** — *Belgique*. Porto et Madère, arrêté, p. 61; viande de boucherie, arrêté, p. 64. — *Égypte*. Fromages à appellation géographique, décret, p. 4. — *Espagne*. « Brandy », exportation, réglementation, ordonnance, p. 35. — V. Arrangement de Madrid (fausses indications de provenance); Produits divers; Spécialités pharmaceutiques; Vins.

ARGENTINE. — **Jurisprudence.** V. **Table systématique.** — Lettre d'— (M. Wassermann), p. 103.

ARRANGEMENT DE LA HAYE. — Pays membres au 1^{er} janvier 1944, p. 2. — V. Dépôt international des dessins ou modèles; Union internationale.

ARRANGEMENT DE MADRID (FAUSSES INDICATIONS DE PROVENANCE). — Pays membres au 1^{er} janvier 1944, p. 2. — V. Union internationale.

ARRANGEMENT DE MADRID (MARQUES). — Pays membres au 1^{er} janvier 1944, p. 2. — V. Enregistrement international des marques; Marques internationales; Union internationale.

ARTISANAT. — *France*. Lois portant statut de l'artisanat et instituant des brevets de maîtrise, p. 4, 24.

AUSTRALIE. — Brevets, règlement, p. 3. — Marques, règlement, p. 4.

B

BÁNYÁSZ, E. — Étude sur les projets de lois hongrois sur les brevets et les modèles d'utilité, p. 25.

BELGIQUE. — Administration de la propriété industrielle, arrêtés, p. 62. — Appellations d'origine, Porto et Madère, arrêté, p. 61; viande de boucherie, arrêté, p. 64. — Association nationale belge pour la protection de la propriété industrielle, assemblées, p. 157. — Brevets, loi modificative, p. 60; loi codifiée, p. 73; règlement d'exécution, texte codifié, p. 113. — Concurrence déloyale, ventes publiques, lois, p. 64. — Fonds de commerce, mise en gage, loi, p. 60. — Importation, exportation et transit des marchandises, lois et arrêtés, p. 64. — **Jurisprudence.** V. **Table systématique.** Lettre de — (Th. Braun), p. 175. — Marques, loi modificative, p. 60; loi codifiée, p. 131. — Produits agricoles et horticoles, commerce,

arrêtés, p. 61, 64. — Propriété industrielle, taxes, arrêté modificatif, p. 60.

BIBLIOGRAPHIE. — V. Table bibliographique.

BOHÈME ET MORAVIE (PROTECTORAT DE —). — Brevets, ordonnance modificative, p. 63; publications, limitations, ordonnance, p. 75. — Marques, taxes, augmentation, ordonnance, p. 115.

BOISSONS ALCOOLIQUES. — V. Vins.

BRAUN, TH. — Lettre de Belgique, p. 175.

BRÉSIL. — Marques internationales, dispositions diverses, p. 132. — Propriété industrielle, dispositions diverses, p. 132; statistique pour 1942, p. 40. — V. Guerre.

BREVETS. — Brevetabilité et produits pharmaceutiques, étude, p. 83. — Du produit industriel nouveau, étude, p. 64. — **Jurisprudence. V. Table systématique.** — *Australie*. Règlement, p. 3. — *Belgique*. Loi modificative, p. 60; loi codifiée, p. 73; règlement d'exécution, texte codifié, p. 113; taxes, arrêté modificatif, p. 60. — *Bohême et Moravie (Protectorat de —)*. Ordonnance modificative, p. 63; publications, limitations, ordonnance, p. 75. — *Finlande*. Loi, p. 178. — *France*. Loi modificative, p. 35, 44; brevets de maîtrise, institution, loi, p. 24; mesures administratives, p. 94. — *Grande-Bretagne*. Règlement, p. 76. — *Hongrie*. Projet de loi, p. 25. — *Panama*. Mesures d'exécution, p. 118, 139. — *Pays-Bas*. Semences et commerce des semences, droits des créateurs, loi, p. 44. — *Roumanie*. Législation, p. 67; mesures relatives aux — intéressant la défense nationale, p. 154. — *Slovaquie*. Délai utile pour déposer la demande, prolongation, loi, p. 11. — V. Administrations de la propriété industrielle; Certificats d'addition; Expositions; Guerre; Inventions d'employés; Modèles d'utilité; Propriété industrielle; Statistique; Taxes.

BREVETS ADDITIONNELS. — V. Certificats d'addition.

BUDDING DE VOOGT, J. G. — V. Table bibliographique.

BUREAU DANOIS DES BREVETS ET DES MARQUES. — V. Table bibliographique.

BUREAU INTERNATIONAL. — V. Arrangement de La Haye; Arrangement de Madrid (marques).

C

CANADA. — V. Guerre.

CASALONGA, ALAIN. — Étude sur le produit industriel nouveau, p. 64.

CERTIFICATS D'ADDITION. — *France*. Mesures administratives, p. 94.

CESSION. — V. Brevets; Marques.

CESSION PARTIELLE. — V. Marques.

COMMERCE. — V. Traités de —.

COMMERCE DES SEMENCES. — V. Nouveautés végétales.

CONCURRENCE DÉLOYALE. — **Jurisprudence. V. Table systématique.** — *Belgique*. Ventes publiques, lois, p. 64. — *France*. Répression de la —, décision, p. 115. — *Roumanie*. Code pénal, p. 153. — *Suisse*. Loi nouvelle, texte, p. 169; commentaire, p. 171. — V. Spécialités pharmaceutiques.

CONGRÈS ET ASSEMBLÉES. — Revue pour 1943, p. 11. — *Réunions nationales*. Association nationale belge pour la protection de la propriété industrielle, assemblées, p. 157.

CONTREFAÇON. — V. Marques.

CONVENTION D'UNION. — Pays unionistes au 1^{er} janvier 1944, p. 4. — V. Union internationale.

CONVENTIONS PARTICULIÈRES. — Revue pour 1943, p. 11. — V. Hongrie, Slovaquie.

CORRESPONDANCE. — V. Table des articles.

D

DANÉMARK. — V. Guerre.

DÉCHÉANCE. — V. Brevets.

DÉFENSE NATIONALE. — V. Brevets; Guerre.

DENRÉES ALIMENTAIRES. — V. Appellations d'origine; Produits divers; Vins.

DÉPÔT INTERNATIONAL DES DESSINS OU MODÈLES. — Exercice 1943, étude, p. 12. — V. Arrangement de La Haye.

DESSINS OU MODÈLES. — **Jurisprudence. V. Table systématique.** — *Belgique*. Taxes, arrêté modificatif, p. 60. — *Norvège*. Loi modificative, p. 100. — V. Administrations de la propriété industrielle; Arrangement de La Haye; Dépôt international des —; Expositions; Guerre; Modèles d'utilité; Propriété industrielle; Statistique; Taxes.

DOMINICAINE (RÉP.). — V. Guerre.

DROZ, NUMA. — Centenaire de la naissance, p. 28.

DUNAN, R. — Étude sur la brevetabilité des produits pharmaceutiques, p. 83.

E

ÉGYPTE. — Appellations d'origine, fromages à nom géographique, décret, p. 4. — Thé, vente, réglementation, décret, p. 4.

EMPIRE BRITANNIQUE. — V. Grande-Bretagne.

EMPLOYÉS. — V. Inventions d'employés.

ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES. — Exercice 1943, étude, p. 11. — V. Arrangement de Madrid (marques); Marques internationales.

ESPAGNE. — Agents de brevets, ordonnances complémentaires, p. 44, 75, 163. — Appellation d'origine « Brandy », réglementation, ordonnance, p. 35. — Spécialités pharmaceutiques, enregistrement et prix imposés, ordonnances, p. 35, 76.

EXPLOITATION. — V. Brevets.

EXPOSITIONS. — Revue pour 1943, p. 13.

F

FERNAND-JACQ. — Lettre de France, p. 89.

FINLANDE. — Brevets, loi, p. 178.

FOÀ, FERRUCCIO. — Nécrologie, p. 147.

FONDS DE COMMERCE. — *Belgique*. Mise en gage, loi, p. 60.

FRANCE. — Artisanat, statut, loi, p. 4. — Brevetabilité et produits pharmaceutiques, étude, p. 83. — Brevets, loi modificative, p. 35, 44. — Brevets de maîtrise, institution, loi, p. 24. — Brevets et brevets additionnels, mesures administratives, p. 94. — Concurrence déloyale, répression, décision, p. 115. — **Jurisprudence. V. Table systématique.** — Lettre de — (Fernand-Jacq), p. 89.

FROMAGES. — V. Appellations d'origine.

G

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL. — V. Pologne (Gouvernement général de —).

GRANDE-BRETAGNE. — Brevets, règlement, p. 76.

GUERRE. — Droits de propriété industrielle, sauvegarde en cas de remaniements territoriaux, étude, p. 100. — Mesures prises en raison de l'état de —, revue pour 1943, p. 11, revue pour 1944, p. 184. — *Allemagne*, p. 2, 17, 18, 41, 177. — *Brésil*, p. 132. — *Canada*, p. 161. — *Danemark*, p. 129. — *Dominicaïne (Rép.)*, p. 162. — *Hongrie*, p. 149, 177. — *Maroc (Zone française)*, p. 19, 93, 94. — *Norvège*, p. 29 à 31. — *Nouvelle-Zélande*, p. 162. — *Slovaquie*, p. 31. — *Suède*, p. 130.

H

HAMELS, JOSEPH. — V. Table bibliographique.

HONGRIE. — Brevets et modèles d'utilité, projets de lois, étude, p. 25. — Israélites, mesures diverses contre eux, p. 154. — Propriété industrielle, arrangement avec la Slovaquie, p. 150. — Traité de commerce avec la Slovaquie, entrée en vigueur provisoire, ordonnance, p. 149. — V. Guerre.

I

- IMITATION SERVILE. — V. Concurrence déloyale.
- INDICATIONS DE PROVENANCE. — V. Appellations d'origine.
- INVENTEURS. — V. Brevets.
- INVENTIONS. — V. Brevets; Expositions; Inventions d'employés.
- INVENTIONS D'EMPLOYÉS. — De l'état actuel de la question des —, étude, p. 36.

J

- JAPON. — Administration de la propriété industrielle, mutation dans l'organisation, p. 111.
- JURISPRUDENCE. — Revue pour 1943, p. 13. — V. Table systématique.

K

- KRAFT, WALTHER. — Nécrologie, p. 160.

L

- LA HAYE. — V. Arrangement de —.
- LÉGISLATION. — Revue pour 1943, p. 12. — V. Liste des documents officiels.
- LÉGISLATION DE GUERRE. — V. Guerre.

M

- MADRID. — V. Arrangement de — (fausses indications de provenance); Arrangement de — (marques).
- MABOC (ZONE FRANÇAISE). — V. Guerre.
- MARQUES. — **Jurisprudence. V. Table systématique.** — *Australie.* Règlement, p. 4. — *Belgique.* Loi modificative, p. 60; loi codifiée, p. 131; taxes, arrêté modificatif, p. 60. — *Bohême et Moravie* (Protectorat de —). Taxes, augmentation, ordonnance, p. 115. — *Norvège.* Lois, p. 100, 117. — *Panama.* Mesures d'exécution, p. 118, 139. — *Roumanie.* Législation, p. 70; loi portant création du Conseil supérieur économique et réorganisant les chambres professionnelles, p. 153. — *Suisse.* La protection des marques étrangères, étude, p. 154. — V. Administrations de la propriété industrielle; Expositions; Guerre; Marques internationales; Propriété industrielle; Statistique; Taxes.
- MARQUES COLLECTIVES. — *Norvège.* Loi, p. 117.
- MARQUES INTERNATIONALES. — **Jurisprudence. V. Table systématique.** — *Brésil.* Dispositions diverses, p. 132. — V. Arrangement de Madrid (marques); Enregistrement international des marques; Guerre; Statistique.

MASSIUS, M. — V. Table bibliographique.

MÉDECINES. — V. Spécialités pharmaceutiques.

MEXIQUE. — Propriété industrielle, loi, p. 116; taxes, décret, p. 183. — Statistique pour 1942, p. 92.

MODÈLES. — V. Dessins ou —.

MODÈLES D'UTILITÉ. — *Hongrie.* Projet de loi, p. 25. — V. Administrations de la propriété industrielle; Guerre; Propriété industrielle; Statistique; Taxes.

N

NOM COMMERCIAL. — **Jurisprudence. V. Table systématique.** — *Panama.* Mesures d'exécution, p. 118, 139.

NORVÈGE. — Dessins ou modèles, loi modificative, p. 100. — Marques, loi modificative, p. 100. — Marques et marques collectives, loi, p. 117. — V. Guerre.

NOUVEAUTÉ. — Du produit industriel nouveau, étude, p. 64. — V. Brevets.

NOUVEAUTÉS VÉGÉTALES. — *Pays-Bas.* Semences et commerce des semences, droits des créateurs, loi, p. 44, 72.

NOUVELLE-ZÉLANDE. — V. Guerre.

P

PANAMA. — Brevets, marques et nom commercial, mesures d'exécution, p. 118, 139.

PAYS-BAS. — **Jurisprudence. V. Table systématique.** — Lettre des — (J. W. van der Zanden), p. 26. — Semences et commerce des semences, droits des créateurs, loi, p. 44, 72.

POLOGNE (GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE —). — Propriété industrielle, statistique pour 1942, p. 16.

PORTUGAL. — **Jurisprudence. V. Table systématique.**

PRODUITS AGRICOLES ET HORTICOLES. — *Belgique.* Arrêtés divers, p. 61, 64.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — V. Appellations d'origine; Produits divers; Vins.

PRODUITS DIVERS. — *Belgique.* Importation, exportation et transit de —, lois et arrêtés, p. 64. — *Égypte.* Fromages à appellation géographique, décret, p. 4; thé, décret, p. 4. — V. Appellations d'origine; Vins.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES. — V. Spécialités pharmaceutiques.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — L'Union internationale pour la protection de la — en 1943, étude, p. 11. — Droits de —, sauvegarde en cas de remaniements territoriaux, étude, p. 100. — *Belgique.* Asso-

ciation nationale belge pour la protection de la —, assemblées, p. 157; taxes, arrêté modificatif, p. 60. — *Brésil.* Dispositions diverses, p. 132. — *Hongrie.* Arrangement avec la Slovaquie, p. 150. — *Mexique.* Loi, p. 116; taxes, décret, p. 183. — *Panama.* Règlement, p. 118, 139. — *Pays-Bas.* Littérature en matière de —, revue, p. 26. — *Roumanie.* Législation, extension aux territoires situés au delà des Carpathes, loi, p. 153. — *Slovaquie.* Arrangement avec la Hongrie, p. 150. — V. Administrations de la —; Arrangements de La Haye et de Madrid; Convention d'Union; Conventions particulières; Expositions; Guerre; Statistique; Taxes; Union internationale.

PROTECTION TEMPORAIRE. — V. Expositions.

PROTECTORAT DE BOHÈME ET DE MORAVIE. — V. Bohême et Moravie (Protectorat de —).

R

RADIATION. — V. Marques; Marques internationales.

RAISONS DE COMMERCE. — V. Nom commercial.

REMÈDES. — V. Spécialités pharmaceutiques.

RENOUVELLEMENT. — V. Marques.

RESTAURATION. — V. Brevets; Taxes.

ROUMANIE. — Brevets, législation, p. 67. — Brevets intéressant la défense nationale, arrêtés, p. 154. — Concurrence déloyale, dispositions du Code pénal, p. 153. — **Jurisprudence. V. Table systématique.** — Lettre de — (C. Akerman), p. 67. — Législation, extension aux territoires situés au delà des Carpathes, loi, p. 153. — Marques, législation, p. 70; dispositions relatives à la création du Conseil supérieur économique et aux chambres professionnelles, p. 153.

S

SALARIÉS. — V. Inventions d'employés.

SEILER, PETER. — V. Table bibliographique.

SEMENCES. — V. Nouveautés végétales.

SERVICE DE L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES. — V. Arrangement de Madrid (marques); Enregistrement international des —; Marques internationales.

SERVICE DU DÉPÔT INTERNATIONAL DES DES-
SINS OU MODÈLES. — V. Arrangement de La Haye; Dépôt international des —.

SLOVAQUIE. — Brevets, délai utile pour déposer la demande, prolongation, loi, p. 11. — Traité de commerce et arrangement sur la propriété industrielle avec la Hongrie, p. 149. — V. Guerre.

SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES. — Brevetabilité et —, étude, p. 83. — *Espagne*. Enregistrement et prix imposés, ordonnances, p. 35, 76.

SPIRITUEUX. — V. Vins.

STATISTIQUE. — Propriété industrielle, revue pour 1942, p. 13. — Statistique générale pour 1942, suppléments: *Brésil*, p. 40; *Mexique*, p. 92; *Pologne* (*Gouvernement général de —*), p. 16; statistique générale pour 1943, p. 190 à 192. — *Allemagne*. Propriété industrielle, statistique pour 1942 et 1943, p. 148. *Suisse*. Propriété industrielle, statistique pour 1940 à 1943, p. 110 à 112.

SUÈDE. — V. Guerre.

SUISSE. — Concurrence déloyale, loi, texte, p. 169; commentaire, p. 171. — Jurisprudence. V. Table systématique. —

Kraft Walther, Nécrologie, p. 160. — Marques étrangères, protection, étude, p. 154. — Numa Droz, centenaire de la naissance, p. 28. — Propriété industrielle, statistique de 1940 à 1943, p. 110 à 112.

T

TAXES. — *Belgique*. Arrêté modificatif, p. 60. — *Bohême et Moravie* (*Protectorat de —*). Augmentation des — de marques, ordonnance, p. 115. — *Mexique*. Modification des — de brevets, dessins et marques, décret, p. 183.

TRAITÉS DE COMMERCE. — *Hongrie—Slovaquie*, p. 149.

U

UNION INTERNATIONALE. — État au 1^{er} janvier 1944, p. 1, 2. — L'— en 1943, étude,

p. 14. — V. Actes de l'Union; Arrangements de La Haye et de Madrid; Convention d'Union; Statistique.

UNIONS RESTREINTES. — V. Arrangements de Madrid et de La Haye.

V

VINS. — *Belgique*. Porto et Madère, arrêté, p. 61. — V. Appellations d'origine; Produits divers.

W

WASSERMANN, M. — Lettre d'Argentine, p. 103.

Z

ZANDEN (VAN DER —), J. W. — Lettre des Pays-Bas, p. 26. — V. Table bibliographique.

TABLE SYSTEMATIQUE DE JURISPRUDENCE

A. Schéma.

I. Brevets

1. Formation du droit.

- a) Personnes brevetables, inventions d'employés, droit moral.
- b) Inventions brevetables ou non (nouveauté, progrès technique, niveau de brevetabilité, produits chimiques, pharmaceutiques, horticoles, etc.).

2. Acquisition du droit.

- a) Formalités, examen, modifications apportées au cours de la procédure de délivrance, communication des dossiers, etc.
- b) Taxes de dépôt, mandataires.
- c) Protection aux expositions.

3. Étendue et conservation du droit.

- a) Interprétation des brevets.
- b) Obligation d'exploiter.
- c) Annuités.
- d) Prorogation.
- e) Restauration.
- f) Droit de possession personnelle, etc.

4. Mutation du droit.

- a) Cession.
- b) Licences.

5. Extinction du droit.

Annulation, expiration, etc.

6. Sanctions civiles et pénales.

Contrefaçon, procédure, capacité d'agir en justice, saisie, etc.

7. Droit international en matière de brevets.

- a) Droit international commun. Indépendance des brevets, etc.
- b) Droit international conventionnel. Assimilation aux nationaux, droit de priorité, priorités multiples.
- c) Traités bilatéraux.

II. Modèles d'utilité

III. Dessins et modèles industriels

IV. Marques de fabrique ou de commerce

1. Acquisition du droit.

- a) Acquisition par l'usage (marques non enregistrées).

- b) Acquisition par dépôt et enregistrement (formalités, etc.):
Marques individuelles.
Marques collectives.

- c) Marques d'agents.

2. Signes qui peuvent ou non être employés comme marques.

- a) Éléments constitutifs (agencement, emballage, bouteilles, forme du récipient, forme du produit, couleurs, lettres et chiffres, etc.).
- b) Dénominations génériques ou de qualité.
- c) Noms patronymiques et noms géographiques.
- d) Emblèmes.
- e) Marques libres (Freizeichen).
- f) Traductions de marques enregistrées ou employées.

3. Étendue et conservation du droit.

Effets de l'enregistrement. Obligation d'exploiter. Renouvellement.

4. Mutation du droit.

5. Extinction du droit.

- a) Conflit entre deux marques.
- b) Non usage et usucapion.
- c) Abandon et tolérance.

6. Sanctions civiles et pénales.

Contrefaçon, procédure, capacité d'ester en justice, confiscation, saisie, etc.

7. Droit international en matière de marques.

- a) Droit international commun (indépendance des marques).
- b) Droit international conventionnel. Convention d'Union de Paris (assimilation aux nationaux, droit de priorité, protection telle quelle). Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques.
- c) Traités bilatéraux.

V. Nom commercial

VI. Indications de provenance

VII. Concurrence déloyale

B. Espèces publiées dans *La Propriété industrielle* (année 1944) et classées d'après le schéma ci-dessus

I. BREVETS

1. Formation du droit

a) Personnes brevetables, inventions d'employés, droit moral.	
Néant.	
b) Inventions brevetables ou non (nouveau, progrès technique, niveau de brevetabilité, produits chimiques, pharmaceutiques, horticoles, etc.).	
<i>France</i> . Est brevetable et a le caractère de produit industriel une carte comptable pour machine à statistique caractérisée par la forme des perforations (Paris, Tribunal civil de la Seine, 1941) . . .	65
Est brevetable une carte à jouer à coins arrondis et façonnés (Cour de cassation, 1866) . . .	65
Est brevetable une lampe de T. S. F. caractérisée par une grille d'arrêt maintenue à un potentiel déterminé et reliée d'une manière spéciale à la cathode de la lampe (Paris, Cour d'appel, 1941) . . .	65
Est brevetable un panneau réclame, formé par des nuages de fumée répandus dans le ciel par un avion (Paris, Tribunal civil de la Seine, 1928) . .	66
<i>Roumanie</i> . Ne sont pas brevetables les compositions pharmaceutiques ou de désinfection (Bucarest, Cour d'appel, 1938) . . .	68
Les procédés de fabrication de médicaments déjà connus sont brevetables, à moins que « l'intention de tourner la loi ne soit évidente » (Bucarest, Cour d'appel, 1942) . . .	68
Sont exclues de la brevetabilité « les inventions dont l'objet est réservé à l'Etat » (monopole des allumettes, etc.) (Cour de cassation, 1933) . . .	68
L'alcool et les boissons alcooliques entrent dans la définition des produits alimentaires et ne peuvent former d'objet d'un brevet (Cour de cassation, 1940) . .	68
<i>Suisse</i> . Est destructeur de la nouveauté d'une invention déposée en 1922 le fait que ladite invention a été déposée en Allemagne par une autre personne en 1920 (brevet publié en 1925) et que les objets ont été introduits en Suisse en 1921, et mis à la disposition des hommes du métier de façon telle qu'il faut admettre que la condition subjective de divulgation est remplie (Tribunal fédéral, 1942) . .	158

2. Acquisition du droit

a) Formalités, examen, modifications apportées au cours de la procédure de délivrance, communication des dossiers, etc.	
<i>Roumanie</i> . L'administration est en droit d'examiner non seulement la régularité de la demande du point de vue de la forme, mais aussi le fond de la demande, afin de s'assurer qu'il ne s'agit pas d'inventions non brevetables (Bucarest, Cour d'appel, 1938) . . .	68
b) Taxes de dépôt, mandataires.	
Néant.	
c) Protection aux expositions.	
Néant.	

3. Étendue et conservation du droit

a) Interprétation des brevets.	
Néant.	

Pages

b) Obligation d'exploiter.

Pages

Roumanie. Le brevet ne doit pas être considéré comme déchu par le seul fait que le délai durant lequel il devait être exploité est écoulé: la justification des causes ayant empêché l'exploitation peut éviter la déchéance (Bucarest, Cour d'appel, 1938) . . . 69

En sens inverse. La déchéance pour défaut d'exploitation ayant un caractère d'ordre public, le défaut d'exploitation dans le délai prévu par la loi entraîne de plein droit la déchéance (Bucarest, Cour d'appel, 1939) . . . 69

c) Annuités.

Roumanie. Un brevet est susceptible d'annulation pour défaut de paiement des annuités, mais la déchéance peut être évitée, tant qu'elle n'a pas été prononcée, par le paiement tardif de la somme due (Cour de cassation, 1933) . . . 69

En sens contraire. Le défaut de paiement des annuités entraîne de plein droit la déchéance du brevet; elle ne peut être évitée en aucune manière, l'acceptation ultérieure des taxes par l'administration étant nulle et de nul effet sur cette sanction d'ordre public (Bucarest, Cour d'appel, 1937 et 1939) . . 69

d) Prorogation.

Néant.

e) Restauration.

Néant.

f) Droits de possession personnelle.

Néant.

4. Mutation du droit

a) Cession.

Néant.

b) Licences.

Roumanie. Le contrat de licence est assimilé au contrat de location; en conséquence, le licencié ne peut discuter le titre du bailleur « qui ne lui doit que la paisible jouissance du bien loué » (Bucarest, Tribunal, 1941) . . . 70

5. Extinction du droit

Néant.

6. Sanctions civiles et pénales

Roumanie. Le droit de poursuite en contrefaçon appartient au titulaire du brevet, à l'exclusion du licencié (Bucarest, Tribunal, 1937) . . . 70

Le délit de contrefaçon ne consiste pas uniquement dans la fabrication ou dans la mise en vente d'un objet breveté, mais aussi dans la revente de cet objet (Bucarest, Cour d'appel, 1931) . . . 70

Suisse. Doit être autorisée la publication d'un jugement portant annulation du brevet sur demande reconventionnelle, lorsque les annonces faites par le breveté étaient de nature à porter préjudice à celui qui, malgré la défense à lui faite, a utilisé l'invention privée de protection (Tribunal fédéral, 1941) . . 56

Tombe sous le coup de l'article 46 de la loi sur les brevets (*Patentberührung*) le fait de mettre en circulation un prospectus ou des papiers de com-

merce munis d'une mention de nature à faire croire à l'existence d'un brevet (Tribunal fédéral, 1944) 128

7. Droit international en matière de brevets

a) Droit international commun. Indépendance des brevets, etc.

Roumanie. La date à partir de laquelle un brevet étranger constitue une antériorité légale pour le brevet correspondant délivré en Roumanie doit être établie d'après la loi du pays d'origine du brevet. Pour un brevet français, cette date est celle du dépôt de la demande en France, indépendamment de toute publicité et indépendamment de la personne du breveté (Bucarest, Cour d'appel, 1940) 69

b) Droit international conventionnel. Assimilation aux nationaux, droit de priorité, priorités multiples.

Roumanie. Pour pouvoir invoquer le bénéfice de l'article 4 de la Convention, il faut que la priorité soit invoquée au moment même du dépôt de la demande (Bucarest, Cour d'appel, 1940) 69

c) Traités bilatéraux.

Néant.

II. MODÈLES D'UTILITÉ

Néant.

III. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

Allemagne. Un modèle n'est nouveau que si, vis-à-vis des formes anciennes et connues (notamment par une publication ou par l'usage), il produit une nouvelle impression esthétique. Pour savoir si cette impression esthétique est nouvelle, il faut se régler sur le jugement des acheteurs (Berlin, Kammergericht, 1942) 126

Un dessin ou modèle est original (ou caractéristique) lorsque la somme du travail de l'auteur se présente comme le résultat d'une activité individuelle et créatrice (Reichsgericht, 1932) 127

Suisse. Une création ne peut pas être protégée à la fois comme invention et comme modèle industriel. Une forme choisie à cause de son utilité ne peut pas être invoquée aussi pour revendiquer la protection à titre de modèle industriel; l'effet esthétique ne doit pas être une conséquence nécessaire des avantages pratiques obtenus par telle forme particulière (Tribunal fédéral, 1943) 147

IV. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

1. Acquisition du droit

a) Acquisition par l'usage (marques non enregistrées).

Roumanie. Le droit à la marque s'acquiert par l'usage (Ilfov, Tribunal, 1936) 71

b) Acquisition par dépôt et enregistrement (formalités, etc.).

Marques individuelles

Pays-Bas. Réformant sa jurisprudence, le *Hooge Raad* juge que l'enregistrement ne doit pas être nécessairement limité à un seul genre de produits. Il suffit que l'on puisse savoir clairement quels genres de produits la liste des produits comprend (*Hooge Raad*, 1943) 176

Marques collectives

Néant.

c) Marques d'agents, licences d'emploi.

Néant.

2. Signes qui peuvent ou non être employés comme marques

a) Éléments constitutifs (agencement, emballage, bouteilles, forme du récipient, forme du produit, couleurs, lettres et chiffres, etc.).

France. Est protégeable au titre de marque la couleur employée pour l'enveloppe d'un produit déterminé attendu que ladite couleur constitue le « caractère essentiel » de la marque du demandeur, que ce signe est « arbitraire et indépendant » de la nature du produit (Paris, Cour d'appel, 1944) 91

b) Dénominations génériques ou de qualité.

Argentine. Le mot *Fosfosal* doit être admis à l'enregistrement comme marque pour désigner le phosphate acide de sodium (Camara federal, 1943) 104

La dénomination *Ajustasolo* ne peut être enregistrée comme marque pour la classe 6 (instruments chirurgicaux médicaux, etc.), ce terme indiquant la nature du produit (Camara federal, 1943) 110

Les termes *La Novela para todos* peuvent être enregistrés comme marque pour la classe 18 (articles et matériaux pour l'impression, la librairie, etc.) (Camara federal, 1943) 110

La marque *Hormonas* peut être enregistrée pour machines à écrire ou à calculer, attendu qu'elle n'a aucune relation avec les produits qu'elle couvre et ne saurait tromper les consommateurs au sujet de la substance ou de la qualité de ces produits (Camara federal, 1943) 111

Roumanie. Constituent des appellations de fantaisie protégeables les dénominations *Pyramidon* et *Aspirine* (Bucarest, Cour d'appel, 1930) 71

Suisse. Doit être admise à la protection la marque *Nera* pour distinguer des emballages métalliques: il n'y a pas association d'idées entre cette marque et le fleuve du même nom (Tribunal fédéral, 1942) 39

c) Noms patronymiques et noms géographiques.

Argentine. Quoique appartenant à la langue anglaise, la dénomination *Handicap* doit être enregistrée comme marque, attendu qu'elle figure maintenant dans le vocabulaire argentin (Camara federal, 1943) 109

Suisse. Peuvent être protégées comme marques les dénominations *Vin du Cap Corse au quinquina*, *Un Cap*, pour un apéritif (Genève, Cour de Justice, 1944) 189

d) Emblèmes.

Néant.

e) Marques libres (Freizeichen).

Néant.

f) Traductions de marques enregistrées ou employées.

Néant.

3. Étendue et conservation du droit

Argentine. Dans les cas de renouvellement d'enregistrement de marques, l'opposition formulée par le titulaire d'une marque ressemblante n'est pas recevable (Camara federal, 1942) 108

<i>Roumanie.</i> Correspond à un abandon entraînant la chute de la marque dans le domaine public le fait de ne pas renouveler une marque dans le délai légal (Bucarest, Cour d'appel, 1930)	Pages 71
4. Mutation du droit	
<i>Roumanie.</i> Est inopérante et entraîne la déchéance du droit du cédant la cession qui n'a pas été inscrite au registre des marques dans le délai de trois mois prévu par l'article 5 de la loi (Ilfov, Tribunal, 1931)	71
<i>Suisse.</i> En cas de transfert d'une marque, l'acquéreur entre dans la position juridique résultant de l'enregistrement, sans égard à un changement de pratique — interprétation plus rigoureuse des marques « contraires aux mœurs » — de l'administration suisse; seules les dispositions du droit fédéral promulguées après l'enregistrement sont susceptibles de modifier la situation de la marque (Tribunal fédéral, 1943)	45
5. Extinction du droit	
<i>a) Conflit entre deux marques.</i>	
<i>Argentine.</i> Celui qui a adopté un nom commercial en 1890 ne peut pas s'opposer à ce que le titulaire d'une marque enregistrée en 1926 lui interdise l'emploi de ce nom au titre de marque. Est rejetée la demande reconventionnelle tendant à faire radier la marque (Camara federal, 1943)	106
La marque et le journal poursuivant des activités de nature différente, le propriétaire d'une marque déposée pour cinématographie, pellicules, etc. ne peut pas s'opposer à ce qu'une autre personne emploie la dénomination déposée comme titre d'un film ou d'un journal (Juez federal, 1942; Camara federal, 1943)	107
<i>Argentine.</i> Sont susceptibles d'être confondues les marques <i>Sagardua</i> et <i>Sandunga</i> (Camara federal, 1943)	104
les marques <i>Elton</i> et <i>Halton</i> (Camara federal, 1942)	105
les marques <i>Tricoline</i> et <i>Trivofin</i> (Camara federal, 1942)	105
les marques <i>Majestad</i> et <i>La Reina</i> (Camara federal, 1942)	108
les marques <i>Estimulex</i> et <i>Estimularene</i> (Camara federal, 1943)	109
les marques <i>Sportex</i> et <i>Summer Sportex</i> ou <i>Winter Sportex</i> (Juez federal, 1943)	109
Une marque ne peut pas être enregistrée au nom de deux maisons différentes, une fois pour bistouri (classe 16), une autre fois pour rasoir ou couteau (classe 10) (Camara federal, 1943)	111
<i>Portugal.</i> La marque <i>Floral</i> ne peut pas être opposée à la marque <i>Perfumeria Floralia</i> (Lisbonne, Tribunal, 1944)	92
<i>b) Non usage et usucapion.</i>	
Néant.	
<i>c) Abandon et tolérance.</i>	
<i>Argentine.</i> Deux marques identiques peuvent être enregistrées simultanément au nom de deux maisons différentes si le premier déposant y consent (Camara federal, 1943)	103
<i>Roumanie.</i> Le non-renouvellement d'une marque dans le délai légal équivaut à un abandon de la marque (Bucarest, Cour d'appel, 1930)	71

6. Sanctions civiles et pénales	
<i>Contrefaçon, procédure, capacité d'estimer en justice, confiscation, saisie, etc.</i>	
<i>Argentine.</i> Est licite l'emploi comme enseigne, de la mention, conforme à la vérité, « ancien premier coupeur du „Gant français” (maison James) », bien que le mot James ait été enregistré comme marque en faveur de la maison « Gant français » (Camara federal, 1943)	105
<i>Roumanie.</i> Commet une violation du droit à la marque celui qui emploie une dénomination similaire comme enseigne commerciale (Bucarest, Tribunal de commerce, 1938)	71
7. Droit international en matière de marques	
<i>a) Droit international commun (indépendance des marques).</i>	
<i>Roumanie.</i> Les marques d'origine russe ne sont pas protégeables en Roumanie, faute d'une convention de réciprocité liant la Roumanie et la Russie (Ilfov, Tribunal, 1935)	70
<i>b) Droit international conventionnel. Convention d'Union de Paris (assimilation aux nationaux, droit de priorité et droit de possession personnelle, protection telle quelle). Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques.</i>	
<i>Roumanie.</i> Le fait de n'avoir pas fait enregistrer une marque étrangère dans le délai de priorité unioniste ne peut affecter le fond même du droit, s'il appert que le demandeur avait utilisé sa marque avant le défendeur (Ilfov, Tribunal, 1936)	71
L'enregistrement international assure la même protection que l'enregistrement national; la publicité résultant de la publication dans le journal du Bureau international est suffisante (Cour de cassation, 1942)	71
L'omission de certaines formalités légales pour la mise en application d'une convention internationale ne peut pas être invoquée par les parties au procès (Bucarest, Tribunal commercial, 1942)	71
<i>c) Traités bilatéraux.</i>	
Néant.	
<i>d) Mesures de guerre.</i>	
<i>Roumanie.</i> Est valable le renouvellement d'une marque appartenant à un étranger dont le pays se trouvait en état de guerre avec la Roumanie si les droits accordés par les lois roumaines à cet étranger n'avaient été que suspendus pendant la durée des hostilités et non abolis (Galatz, Cour d'appel, 1932)	71
V. NOM COMMERCIAL	
<i>Roumanie.</i> Le nom commercial d'une entreprise unioniste est protégé en Roumanie sans aucune obligation d'enregistrement ou de dépôt préalable (art. 8 de la Convention de Paris) (Bucarest, Tribunal commercial, 1938)	71
<i>Argentine.</i> Les deux noms <i>Expreso America</i> et <i>Expreso America Europa</i> peuvent être confondus (Camara federal, 1943)	105
Est au bénéfice de la prescription acquisitive celui qui emploie publiquement un nom commercial	

semblable à un autre nom commercial pendant plus d'une année (Cour suprême, 1943 et Camara federal, 1943)	Pages 106
Peuvent être confondus les noms <i>Inteco</i> et <i>Intex</i> (Camara federal, 1942); <i>Cometar</i> et <i>Cometa</i> (Camara federal, 1942)	106

VI. INDICATIONS DE PROVENANCE	Pages
Néant.	
VII. CONCURRENCE DÉLOYALE	
Néant.	

TABLE CHRONOLOGIQUE DES JUGEMENTS, ARRÊTS ET DÉCISIONS

1853	Pages	1934	Pages		Pages
Paris, Cour de cassation, 9 février . . .	67	Ilfov, Tribunal, 26 février	71	Berlin, <i>Reichspatentamt</i> , 8 avril . . .	27
		Ilfov, Tribunal, 28 avril	70	Bucarest, Cour d'appel, 12 juin . . .	69
1866		Paris, Tribunal civil de la Seine, 19 octobre	91	Buenos-Ayres, <i>Comisario de marcas</i> , 25 octobre	103
Paris, Cour de cassation, 26 janvier . . .	65			Bucarest, Cour d'appel, 31 octobre . . .	69
		1935			
1902		Berlin, <i>Reichspatentamt</i> , 4 janvier . . .	176	1941	
Bruxelles, Cour d'appel, 7 février . . .	176	Bruxelles, Cour d'appel, 9 mars . . .	176	Bucarest, Tribunal, 18 janvier . . .	70
		Ilfov, Tribunal, 3 octobre	71	Lausanne, Tribunal fédéral, 17 février . . .	56
1913		Ilfov, Tribunal, 16 décembre	70	Berlin, <i>Reichspatentamt</i> , 18 avril . . .	27
Berlin, <i>Reichspatentamt</i> , 29 janvier . . .	176			Buenos-Ayres, <i>Comisario de marcas</i> , 30 juillet	109
		1936		Buenos-Ayres, <i>Comisario de marcas</i> , 28 août	109
1926		Ilfov, Tribunal, 17 mars	71	La Plata, <i>Juez federal</i> , 28 octobre . . .	106
Bucarest, Cour de cassation, 4 novembre . . .	70	Ilfov, Tribunal, 4 avril	71	Paris, Cour d'appel, 18 novembre . . .	65, 175
		Ilfov, Tribunal, 10 juillet	71	Paris, Tribunal civil de la Seine, 5 décembre	65
1928		Bucarest, Cour de cassation, 31 octobre . . .	71		
Paris, Tribunal civil de la Seine, 28 mars . . .	66	Oslo, Bureau des brevets, 21 décembre . . .	176	1942	
				Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 21 février . . .	107
1929		1937		Bucarest, Cour de cassation, 27 mars . . .	71
Bucarest, Cour d'appel, 26 juin	71	Paris, Cour d'appel, 1 ^{er} mai	91	Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 20 avril . . .	108
Bucarest, Cour d'appel, 13 novembre . . .	71	Bucarest, Tribunal, 3 juin	70	Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 22 avril . . .	103
		Ilfov, Tribunal, 28 juin	71	Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 19 mai . . .	108
1930		Bucarest, Cour d'appel, 30 juin	69	Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 20 mai . . .	109
Bucarest, Cour d'appel, 26 mars	71	Bucarest, Cour d'appel, 17 novembre . . .	68	La Plata, <i>Camara federal</i> , 22 mai . . .	106
Bucarest, Cour de cassation, 14 novembre	71	Bucarest, Cour d'appel, 22 décembre . . .	71	Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 27 mai . . .	108
				Berlin, <i>Kammergericht</i> , 29 mai	125
1931		1938		Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 2 juin . . .	105
Bucarest, Cour d'appel, 19 juin	70	Bucarest, Cour d'appel, 21 mars	69	Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 20 juin . . .	106
Berlin, <i>Reichspatentamt</i> , 14 octobre . . .	176	Bucarest, Cour d'appel, 16 avril	69	Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 6 août . . .	111
Ilfov, Tribunal, 28 novembre	71	Bucarest, Cour d'appel, 9 mai	68	Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 3 septembre . . .	106
		Bucarest, Tribunal commercial, 12 mai . . .	71	Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 11 septembre	103
1932		Bucarest, Cour d'appel, 7 octobre	70	Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 21 septembre	103
Bucarest, Cour d'appel, 10 janvier . . .	71	Paris, Tribunal civil de la Seine, 6 décembre	65	Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 29 septembre	107
Bucarest, Cour d'appel, 25 février . . .	71			Bucarest, Tribunal commercial, 5 octobre	71
Galatz, Cour d'appel, 8 décembre	71	1939		Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 14 octobre . . .	106
		Bucarest, Tribunal, 3 février	70	Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 30 octobre . . .	104
1933		Bucarest, Cour d'appel, 17 mai	69	Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 3 novembre . . .	106
Bucarest, Cour d'appel, 25 janvier . . .	69	Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 23 août . . .	104	Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 4 novembre . . .	105
Bucarest, Cour d'appel, 22 février . . .	70			Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 9 novembre	108
Bucarest, Cour de cassation, 1 ^{er} juin . . .	68	1940		Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 10 novembre	105
Paris, Cour d'appel, 14 juillet	91	Bucarest, Cour de cassation, 9 janvier . . .	68		
Paris, Cour d'appel, 24 juillet	91	Bucarest, Cour de cassation, 20 février . . .	70		
Bucarest, Cour de cassation, 20 novembre	69	Bucarest, Cour de cassation, 8 mars . . .	71		
		La Haye, <i>Hooge Raad</i> , 29 mars	28		
		Nancy, Cour d'appel, 3 avril	72		

Buenos-Ayres, <i>Juez et Camara federal</i> , 12 novembre	107, 109	Buenos-Ayres, <i>Camara et Juez federal</i> , 26 mars	104, 109, 110	Rosario, <i>Camara et Juez federal</i> , 12 août	106, 108
Bucarest, Cour d'appel, 18 novembre	68	Buenos-Ayres, Cour suprême, 31 mars	106	Lausanne, Tribunal fédéral, 12 octobre	15
Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 18 novembre	105	Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 1 ^{er} avril	108	Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 3 novembre	108, 111
Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 4 décembre	106, 108	Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 14 avril	106	Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 5 novembre	106, 111
Lausanne, Tribunal fédéral, 9 décembre	39	Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 15 avril	106, 109	Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 8 novembre	108
Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 11 décembre	105	Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 30 avril	109	Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 17 novembre	106
Buenos-Ayres, <i>Procurador fiscal</i> , 12 décembre	109	Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 6 mai	105	Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 29 novembre	106
Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 14 décembre	106	Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 7 mai	104	Lausanne, Tribunal fédéral, 30 novembre	146
Lausanne, Tribunal fédéral, 22 décembre	158	Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 14 mai	109	Lisbonne, Tribunal, 6 décembre	92
Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 28 décembre	108	Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 17 mai	111	Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 13 décembre	111
Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 29 décembre	110	Berlin, <i>Reichspatentamt</i> , 17 mai	176		
		Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 26 mai	104		
		Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 31 mai	111		
		Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 2 juin	104		
		Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 18 juin	105		
		Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 21 juin	104		
		La Haye, <i>Hooge Raad</i> , 25 juin	176		
		Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 28 juin	110		
		Paris, Tribunal civil de la Seine, 5 juillet	91		
		Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 12 juillet	105		
		Bruxelles, Tribunal, 14 juillet	175		
		Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 18 juillet	108		
		Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 26 juillet	110		
		Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 30 juillet	107		
		Buenos-Ayres, <i>Camara federal</i> , 9 août	109		
		Buenos-Ayres, <i>Juez federal</i> , 10 août	106		

1943

1944

TABLE DES NOMS DES PARTIES

Alba, Sociedad de responsabilidad limitada	104	Établissements Moench	91	Robino, établissements	28
Albinarrate	105	Établissements Robino	28	Roca, A.	106
Alexander, R. F. & J. Co Ltd.	108	Frisquet	72	Sanchez, Gregorio	107
Alvarez Hermanos & Cia.	106	Frossard, L., S. A.	189	Sandunga	104
Amoroso, Amadeo	108	Garcia Silva, José	107	Sargadua	104
Ascone, Francisco	108	Golin	175	Saulnier-Duval, société	72
Autran	176	Gomez Miguez, José	108	Savage	66
Ayuda Social, S. A.	107	Grobmann, W.	56	Sax	67
Baumann	128	Halhoute	91	Schauffelberger, Dr W. & Co.	158
Bellay	175	Heer & Co, A-G.	15	Schrader's Sons, S. A.	108
Berlac A-G.	56	Hellen y Cia.	104	Schubertli, H.	128
Blas Clark, Bernardo	107	Henkel & Co.	176	Sikkens Lakfabrieken	176
Bolny	146	Hernandez, G. y Cia.	109	S. A. Compania metalurgica argentina Comela	106
Braun	146	Hess	146	S. A. Fundicion y Talleres	109
Bull, Machines	65	Inteco, S. A.	106	S. A. Industrias quimicas Duperial	103
Bureau fédéral suisse de la propriété intellectuelle	15, 39	Intex, S. R. L.	106	S. A. Instituto de Terapeutica Paris-siums	109
Calora A-G.	158	James, S. A.	105	S. A. James	105
Camussi, frères	108	Kornblume	27	Société du Théâtre Avenida	106
Cinzano	104	Krimmer, Marcos	108	Société l'Éclairage technique	72
Closset	66	Le Chapelier	65	Société Saulnier-Duval	72
Compagnie des machines Bull	65	Masalin y Celasco	109	Trombetta	106
Compagnie Électro-Comptable	65	Mattéi & Co.	189	Trust d'État des fils de Léningrade	70
Compania metalurgica argentina Cometa S. R. L.	106	Minneapolis Moline Power Implement Co.	104	Uboldi, Juan José	106
Däniker	158	Moench, établissements	91	Union Gesellschaft für Metallindustrie Sils van der Loo & Co.	109
Demonty	105	Mundus	27	Urcola y Espinach, S. A.	106
Dormenil, frères	109	Nederland'sche (de) Vatenfabrieken N.V.	39	U. S. Hoffmann Machinery Corporation	176
Dnmoulin	28	Olsen, Olaf	108	Wehrlich	106
Duperial, S. A.	103	Orfila	107	Whitworth & Mitchell Ltd.	106
Dupuy	28	Parisiér y Concepcion	108	Yatta, Moises et fils	106
E. F. A.	107	Pinasco y Storch	103	Zig-Zag, éditions	111
Errico, Adolfo Ernesto	108	Raoux	67		
		Rempler Syndic	66		
		R. F. & J. Alexander Co Ltd.	108		

TABLE BIBLIOGRAPHIQUE

Budding de Voogl, J. G. <i>Het Voorwerp van het Octrooi</i>	Pages 40	Listes des brevets et des dessins et modèles, publications officielles de l'Administration suisse	Pages 128	<i>an ausländischen Marken in der Schweiz</i>	Pages 154
Bureau danois des brevets et des marques. <i>Dansk Patentvæsen gennem Halvtreds Aar</i>	111	Massius, M. Les brevets d'invention. Grandeur et misère de l'inventeur français	40	Zanden, van der —, J. W. <i>De bijzondere benaming van nieuwe rassen</i>	72
Hamel, Joseph. Code des droits intellectuels	56	Seiler, Peter. <i>Die Entstehung des Rechts</i>		— <i>Soort van waren in den zin der Merkenwet. En wanneer zijn waren soortgelijk in den zin der Merkenwet?</i>	112

LISTE DES DOCUMENTS OFFICIELS

Publiés dans la *Propriété industrielle* de 1944

Union internationale. — État au 1 ^{er} janvier 1944	Pages 1, 2	Loi sur la mise en gage de fonds de commerce, l'escompte et le gage de la facture, ainsi que l'agrément et l'expertise des fournitures faites directement à la consommation (du 25 octobre 1919)	Pages 60
Allemagne. — <i>Législation intérieure.</i> — A. <i>Mesures prises en raison de l'état de guerre actuel:</i> Ordonnance portant exécution et complément de celle du 31 août 1942, relative à la protection de la propriété industrielle sur les territoires orientaux occupés (du 7 juin 1943)	17	Arrêté royal concernant les taxes sur les brevets d'invention, les marques de fabrique et de commerce et les dessins et modèles industriels (du 3 avril 1926)	60
Ordonnance portant exécution et complément de celle du 31 août 1942, relative à la protection de la propriété industrielle sur les territoires orientaux occupés, quant au district général de Lithuanie (du 3 juillet 1943)	18	Arrêté royal relatif à l'importation des vins de Porto et de Madère (du 18 avril 1927)	61
Troisième avis concernant les facilités accordées, quant à la protection de la propriété industrielle, aux ressortissants suédois (du 9 novembre 1943)	2	Lois et arrêtés relatifs à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises (des 30 juin 1931; 30 juillet 1934; 28 février 1935; 4 et 19 janvier 1941 et 1 ^{er} décembre 1942)	64
Troisième avis concernant les facilités accordées, en matière de brevets, dans le Royaume de Suède (du 9 novembre 1943)	2	Arrêté imposant aux détaillants de la viande de boucherie et de charcuterie l'obligation de se faire délivrer un certificat de provenance par le vendeur sur pied ou à la cheville (n° 152, du 17 mars 1935)	64
Ordonnance portant limitation des publications dans les affaires de brevets (du 15 janvier 1944)	41	Arrêtés concernant l'exportation de tubercules des bégonias (des 6 septembre 1935; 21 février et 8 septembre 1939)	64
Deuxième ordonnance contenant des mesures exceptionnelles en matière de dessins ou modèles industriels (du 28 septembre 1944)	177	Arrêtés soumettant certaines marchandises de fabrication étrangère à un conditionnement de marquage faisant apparaître le pays de fabrication, sous les formes déterminées par le Ministère des affaires économiques: a) gobeletterie, articles de ménage, boutons, etc. (des 4 et 5 novembre et 27 décembre 1935; 15 et 16 janvier 1936); b) papier, plaques en verre, films, pellicules, etc. sensibilisés pour la photographie (des 28 et 29 avril 1937; 5 août 1939); c) cartes géographiques, musiques gravées ou imprimées, cartes postales, calendriers, images, vignettes et autres imprimés (des 18 et 19 novembre 1938; 5 août 1939); d) conserves de poisson (du 25 novembre 1939)	64
Quatrième avis concernant les facilités accordées, en matière de brevets, dans le Royaume de Suède (du 23 septembre 1944)	177	Arrêtés relatifs aux mélanges et à l'indication de l'origine de certaines catégories de beurre indigène et étranger (des 15 et 20 février 1936)	64
B. <i>Législation ordinaire:</i> Ordonnance concernant l'introduction en Alsace de la loi sur les <i>Patentanwälle</i> (du 18 octobre 1943)	32	Arrêté portant réglementation de l'emploi des dénominations « couverture de laine », « couverture pure laine », « couverture $\frac{3}{4}$ laine », « couverture mi-laine » et « couverture de laine mixte » et modifiant celui du 27 décembre 1935 relatif au même objet (du 7 mai 1936)	64
Australie. — <i>Législation intérieure.</i> — Règlement sur les brevets (texte codifié de 1912/1941)	3, 19, 33, 41, 57	Arrêtés portant exécution de celui n° 283, du 30 mars 1936, qui règle la délivrance des certificats d'origine (des 8 août 1936; 28 mars et 20 juin 1939)	64
Ordonnance portant modification du règlement sur les marques (n° 36, du 10 février 1943)	4	Arrêtés organisant un contrôle officiel et facultatif du beurre (des 30 avril 1938 et 11 décembre 1939)	64
Belgique. — <i>Législation intérieure.</i> — Lois sur les ventes publiques, au détail, de marchandises neuves (des 20 mai 1846; 29 mars 1929; 16 août 1932 et 26 février 1935)	64	Arrêtés concernant l'exportation des azalées de l'Inde (des 13 octobre 1938 et 8 septembre 1939)	64
Loi codifiée sur les brevets (du 24 mai 1854/17 novembre 1939)	73		
Arrêté royal qui règle l'exécution de la loi sur les brevets (texte codifié des 24 mai 1854/25 novembre 1939)	113		
Loi sur les marques de fabrique ou de commerce (texte codifié des 1 ^{er} avril 1879/30 juin 1933)	131		
Loi apportant des modifications aux lois sur les droits d'enregistrement, d'hypothèque, de timbre et de succession (du 30 août 1913)	60		

	Pages		Pages
Arrêtés concernant l'exportation des chicorées witloof pour une destination autre que celle du Grand-Duché de Luxembourg (des 28 octobre 1938 et 10 décembre 1942)	64	31 octobre 1940, qui concerne la prolongation de certains délais impartis par la loi sur les brevets (du 6 juillet 1943)	129
Arrêté organisant un contrôle officiel et facultatif du lait condensé (du 20 février 1939)	64	Avis portant prolongation de certains délais impartis par les lois sur les brevets, les dessins ou modèles, les marques et les marques collectives (du 21 mars 1944)	129
Arrêté réglementant la vente et l'exportation des pommes de terre (du 10 mai 1939)	64	Dominicaine (Rép.). — Législation intérieure. — Mesures prises en raison de l'état de guerre actuel: Loi portant invalidation de tous les enregistrements de marques ou de brevets qui appartiennent à des pays en guerre avec la République, ou à leurs ressortissants (du 15 juillet 1943)	162
Arrêtés portant limitation de la durée de certaines ventes en solde et liquidations et réglementation du choix des lieux et locaux où se font ces ventes (des 24 juin 1939; 2 mars 1940)	64	Égypte. — Législation intérieure. — Décret réglementant la vente des fromages qui portent un nom géographique (du 4 mars 1942)	4
Arrêté portant règlement sur le commerce du miel (du 20 juillet 1939)	64	Décret réglementant la vente du thé (du 19 mars 1942)	4
Arrêté réglementant l'emploi des dénominations « brosse à peindre et à vernir » et « brosse à blanchir et à gondronner » (du 10 novembre 1939)	64	Espagne. — Législation intérieure. — Ordonnances modifiant le règlement pour le fonctionnement du Collège des agents en matière de propriété industrielle (des 19 janvier 1929 et 21 mai 1930)	44
Arrêtés royaux relatifs au commerce des produits agricoles et horticoles (des 27 juillet 1939, n° 19; 23 novembre 1939, n° 59)	64	Ordonnance complétant les dispositions relatives au Collège des agents en matière de propriété industrielle (n° 489, du 29 novembre 1930)	75, 163
Arrêté royal portant règlement organique du Ministère des affaires économiques et des classes moyennes (du 11 décembre 1939)	62	Ordonnance relative à la fixation du prix des spécialités pharmaceutiques (du 17 novembre 1943)	35
Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté royal du 11 décembre 1939, qui fixe les attributions et le règlement organique du Ministère des affaires économiques et des classes moyennes (du 30 décembre 1939)	62	Ordonnance énumérant les centres agronomiques tenus d'expédier les certificats de qualité du Brandy destiné à l'exportation et établissant le minimum des conditions à remplir quant à la qualité de cette liqueur (du 10 janvier 1944)	35
Arrêté portant règlement de la salle de lecture de l'Office de la propriété industrielle et abrogation de celui du 22 février 1938 (du 23 février 1940)	64	Ordonnance concernant l'enregistrement des aliments médicamenteux (du 6 mars 1944)	76
Arrêté relatif au commerce des asperges (du 24 avril 1944)	64	Finlande. — Législation intérieure. — Loi sur les brevets (du 7 mai 1943)	178
Bohême et Moravie (Protectorat de —). — Législation intérieure. — Ordonnance portant modification et complément de la loi sur les brevets (du 25 janvier 1944)	63	France. — Législation intérieure. — Loi portant statut de l'artisanat (n° 490, du 24 août 1943)	4
Ordonnance concernant la limitation des publications et des renseignements dans les affaires de brevets (du 7 avril 1944)	75	Décret instituant des brevets de maîtrise (n° 2948, du 3 novembre 1943)	24
Ordonnance portant augmentation des taxes en matière de marques (du 14 avril 1944)	115	Loi portant modification de la loi du 5 juillet 1884 sur les brevets d'invention (n° 21, du 27 janvier 1944)	35, 44
Brésil. — Législation intérieure. — Mesures prises en raison de l'état de guerre actuel et législation ordinaire: Ordonnance concernant l'observation du secret, durant la guerre, au sujet de certaines inventions, la création de la Commission des inventions et d'autres objets (n° 6214, du 20 janvier 1944)	132	Décision réglementaire tendant à réprimer la concurrence déloyale, illicite ou abusive (n° 200, du 1 ^{er} mars 1944)	115
Canada. — Législation intérieure. — Mesures prises en raison de l'état de guerre actuel: Ordonnances concernant l'emploi de brevets ou de dessins en temps de guerre (des 4 décembre 1940 et 8 décembre 1942)	161	Arrêté portant modification de l'arrêté du 11 août 1903 et fixant la taxe de transformation d'une demande de certificat d'addition en demande de brevet (du 24 avril 1944)	94
Ordonnance portant modification du <i>Patents, Designs, Copyright and Trade-Marks (Emergency) Order</i> , du 27 octobre 1939 (du 31 mars 1941)	161	Grande-Bretagne. — Législation intérieure. — Règlement concernant les brevets d'invention (n° 858, du 24 juillet 1939/n° 273, du 12 février 1942)	76, 95
Ordonnance portant abrogation d'une disposition de l'ordonnance précitée, du 27 octobre 1939 (du 26 mai 1942)	161	Hongrie. — Législation intérieure. — A. Mesures prises en raison de l'état de guerre actuel: Ordonnance concernant la constatation de la réciprocité existant entre la Hongrie et le <i>Reich</i> allemand à l'égard de l'application des dispositions tendant à protéger les personnes que la guerre empêche de liquider leurs affaires (n° 21 706 J. M., du 18 avril 1944)	149
Ordonnance portant modification des ordonnances des 4 décembre 1940 et 8 décembre 1942, concernant l'emploi de brevets et de dessins en temps de guerre (du 24 janvier 1944)	161	Ordonnance complétant celle n° 620 M. E., de 1940, qui porte prolongation de certains délais relatifs aux affaires de brevets, de marques et de dessins ou modèles (du 27 septembre 1944)	177
Danemark. — Législation intérieure. — Mesures prises en raison de l'état de guerre actuel: Avis complétant celui du			

	Pages		Pages
B. Législation ordinaire: Ordonnance relative à l'entrée en vigueur provisoire du traité de commerce avec la Slovaquie, signé à Poszony le 13 mars 1940 et des documents y annexés, ainsi que de l'Arrangement additionnel signé à Budapest le 21 avril 1943 (n° 4150 M. E., de 1943)	149	Ordonnance portant, à titre temporaire, modification et complément de la loi révisée sur les brevets, du 2 juillet 1910 (du 16 décembre 1943)	31
Décret-loi concernant l'exclusion des israélites des services et des charges publics, ainsi que de la profession d'avocat (n° 1210 M. E., de 1944; publié le 31 mars 1944)	154	Ordonnance portant, à titre temporaire, modification et complément des lois révisées sur les marques et sur les dessins et modèles, du 2 juillet 1910 (du 16 décembre 1943)	31
Ordonnance portant réglementation uniforme des cercles des personnes auxquelles les dispositions relatives aux israélites ne s'appliquent pas (n° 1730 M. E., du 10 mai 1944)	154	B. Législation ordinaire: Loi prohibant certaines marques et marques collectives (du 18 février 1943)	117
Ordonnance concernant le retrait, à l'égard des israélites, de l'autorisation d'exercer la profession d'agent de brevets (n° 24 200, du 16 mai 1944)	154	Loi portant modification de la loi sur les marques, du 2 juillet 1910 (n° 5, du 14 octobre 1943)	100
Avis contenant la liste des agents de brevets frappés de la mesure précitée et désignant les curateurs de leurs bureaux (n° 107418, du 28 juillet 1944)	154	Loi portant modification de la loi sur les dessins et modèles, du 2 juillet 1910 (n° 6, du 14 octobre 1943)	100
Maroc (Zone française). — <i>Législation intérieure.</i> — <i>Mesures prises en raison de l'état de guerre actuel:</i> Dahir relatif aux interdictions et restrictions des rapports avec les ennemis (du 23 janvier 1943)	93	Nouvelle-Zélande. — <i>Législation intérieure.</i> — <i>Mesures prises en raison de l'état de guerre actuel:</i> Ordonnance portant modification du règlement du 10 avril 1940, qui concerne les brevets, les dessins, les marques et le droit d'auteur en temps de guerre (du 9 juin 1943)	162
Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 13 septembre 1939 relatif aux interdictions et restrictions des rapports avec les ennemis (du 23 janvier 1943)	93	Panama. — <i>Législation intérieure.</i> — Décret portant règlement d'exécution des dispositions concernant les brevets, les marques et le nom commercial (n° 1, du 3 mars 1939)	118, 139
Arrêté viziriel portant modification, à titre temporaire, de l'arrêté du 21 février 1917, qui règle le mode d'application du dahir relatif à la protection de la propriété industrielle (du 13 novembre 1943)	19	Pays-Bas. — <i>Législation intérieure.</i> — Ordonnance concernant les droits des cultivateurs de semences et le commerce des semences (<i>Kweekersbestuit</i>) (du 5 janvier 1942)	44
Circulaire non datée, fixant les conditions d'application du dahir du 1 ^{er} septembre 1939 et de l'arrêté viziriel du 1 ^{er} septembre 1939 modifiés par dahir et arrêté viziriel du 23 janvier 1943, relatifs aux interdictions et aux restrictions des rapports avec les ennemis	94	Roumanie. — <i>Législation intérieure.</i> — Code pénal tel qu'il a été modifié les 22 décembre 1936, 22 janvier 1938, 24 septembre 1938, 20 octobre et 26 octobre 1938 (du 18 mars 1936)	153
Mexique. — <i>Législation intérieure.</i> — Loi sur la propriété industrielle (du 31 décembre 1942)	116, 133, 150, 163, 180	Loi portant création du Conseil supérieur économique et réorganisation des chambres professionnelles (n° 92, du 29 avril 1936)	153
Décret établissant le tarif des taxes en matière de propriété industrielle (du 31 décembre 1942)	183	Loi portant extension de la législation civile et commerciale de l'ancien Royaume aux territoires situés au delà des Carpathes (n° 389, du 22 juin 1943)	153
Norvège. — <i>Législation intérieure.</i> — <i>A. Mesures prises en raison de l'état de guerre actuel:</i> Loi portant modification, à titre temporaire, des lois sur les droits de propriété industrielle (n° 3, du 18 juin 1942)	29	Arrêté établissant la procédure pour la délivrance et l'utilisation des brevets qui intéressent la défense nationale (n° 529, du 14 décembre 1943)	154
Ordonnance portant, à titre temporaire, modification et complément de la loi révisée sur les brevets, du 2 juillet 1910 (du 19 juin 1942)	29	Arrêté établissant les règles concernant l'octroi de récompenses aux officiers et au personnel civil au service de l'armée pour leurs réalisations techniques intéressant la défense nationale (n° 530, du 14 décembre 1943)	154
Ordonnance portant, à titre temporaire, modification et complément des lois révisées sur les marques et sur les dessins et modèles, du 2 juillet 1910 (du 19 juin 1942)	29	Slovaquie. — <i>Législation intérieure.</i> — <i>A. Mesures prises en raison de l'état de guerre actuel:</i> Loi contenant des mesures extraordinaires pour la protection de la propriété industrielle (n° 14, du 27 janvier 1944)	31
Ordonnance portant, à titre temporaire, modification et complément de la loi révisée sur les brevets, du 2 juillet 1910 (du 5 décembre 1942)	30	B. Législation ordinaire: Avis portant prolongation du délai utile pour déposer les demandes visées par la loi n° 146, du 8 juillet 1942, contenant des dispositions relatives à la protection des inventions (n° 530, du 30 novembre 1943)	11
Ordonnance portant, à titre temporaire, modification et complément des lois révisées sur les marques et sur les dessins et modèles, du 2 juillet 1910 (du 5 décembre 1942)	30	Suède. — <i>Législation intérieure.</i> — <i>Mesures prises en raison de l'état de guerre actuel:</i> Décrets concernant l'application, dans les rapports avec la Finlande, de la loi n° 924, du 1 ^{er} novembre 1940, qui contient des dispositions spéciales relatives aux brevets d'invention en temps de guerre ou de danger de guerre, etc. (n° 251, du 21 mai 1943; n° 369, du 22 juin 1944)	130
Ordonnance portant, à titre temporaire, modification et complément de la loi révisée sur les brevets, du 2 juillet 1910 (du 16 juin 1943)	30		
Ordonnance portant, à titre temporaire, modification et complément des lois révisées sur les marques et sur les dessins et modèles, du 2 juillet 1910 (du 16 juin 1943)	30		

Décrets portant application aux ressortissants suédois de la loi précitée (n° 351, du 17 juin 1943; n° 360, du 22 juin 1944)	Pages 130	Décrets concernant l'application de la loi précitée dans les rapports avec la Hongrie (n° 942, du 31 décembre 1943; n° 370, du 22 juin 1944)	Pages 130
Décrets portant application de la loi précitée, dans les rapports avec le <i>Reich</i> allemand et le Protectorat de Bohême et de Moravie, la Belgique, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse (nos 352 à 359, du 17 juin 1943; nos 361 à 368, du 22 juin 1944)	130	Loi prolongeant la validité de la loi précitée (n° 358, du 22 juin 1944)	130
Décrets prolongeant l'application de la loi précitée dans les rapports avec la Norvège (des 30 juin et 31 décembre 1943, nos 460 et 922; n° 371, du 22 juin 1944)	130	Loi prolongeant la validité de la loi n° 550, du 30 juin 1942, qui contient des dispositions spéciales à l'égard des inventions intéressant la défense nationale ou l'approvisionnement, etc. (n° 359, du 22 janvier 1944)	130
		Suisse. — <i>Législation intérieure.</i> — Loi fédérale sur la concurrence déloyale (du 30 septembre 1943)	169

